



Communiqué interfédéral du 29 mai 2006

20 juin 2006, journée nationale d'actions Contre la privatisation de Gaz de France

Après trois mois de tergiversations, le ministère a enfin répondu aux 71 questions posées par les Fédérations syndicales.

Ces réponses convenues ne sont ni satisfaisantes, ni rassurantes pour l'avenir du secteur énergétique français. Les Fédérations CGT, FO et CFE-CGC de l'énergie condamnent le simulacre de concertation mis en œuvre et restent plus que jamais mobilisées contre la privatisation de Gaz de France.

Les pouvoirs publics n'ont pas entendu les représentants du personnel. Les dernières rencontres organisées par le ministère de l'industrie le 24 mai autour des aspects juridiques de la fusion Suez-Gaz de France ne nous ont pas convaincus et conduisent les Fédérations CGT, FO et CFE-CGC à confirmer leur opposition à ce projet. Le gouvernement travaille à un projet de loi de privatisation de Gaz de France et chercherait à en imposer l'examen hâtif au parlement avant l'été, malgré les réticences des parlementaires de la majorité comme de l'opposition.

Les Fédérations CGT, FO et CFE-CGC décident d'une journée nationale d'actions le mardi 20 juin 2006 avec arrêts de travail et manifestations.

Dans ce cadre, et au vu de l'évolution du dossier, l'interfédérale s'adresse, dès aujourd'hui, aux Fédérations CFDT et CFTC pour construire la mobilisation la plus large.

Les Fédérations CGT, FO et CFE-CGC décident d'adresser une lettre ouverte au Ministre de l'économie et des finances et vont demander une entrevue au Premier Ministre pour le 14 juin prochain afin d'exiger l'arrêt du processus de privatisation de Gaz de France.

